

### Mobilisation du 21 janvier : Un point d'appui important en ce début d'année

Partout dans les régions, dans les villes universitaires, en Île de France... les cortèges emmenés par la FSU, la CGT et Solidaires ont réuni plus de 130000 personnes –dont 15000 à Paris– pour défendre l'emploi public, les salaires et s'opposer aux attaques sans précédent du gouvernement contre le service public (loi mobilité, RGPP...). Dans ces manifestations, les universitaires, présents avec les drapeaux du SNESUP, ont dénoncé l'augmentation de la précarité, la modification de leurs statuts, l'individualisation forcée des rémunérations, la mise en concurrence de tous les personnels, la réforme actuelle de la formation des maîtres et la restructuration à la hache du paysage universitaire et scientifique.

En ce début d'année 2010, cette mobilisation réussie est un point d'appui important pour les prochaines étapes qui seront nécessaires pour faire aboutir nos revendications. C'est un signal que le gouvernement doit entendre. Il doit cesser ses manœuvres de passage en force contre l'avis des universitaires, entendre la communauté universitaire et lui apporter de vraies réponses.

La dynamique enclenchée est porteuse des rapports de force dont nous avons tous besoin pour obtenir satisfaction sur nos revendications, pour les collègues, pour le service public et la société tout entière.

**Prochain rendez-vous le 30 janvier dans la rue pour nos revendications**

**VOTER ET FAIRE VOTER POUR LA LISTE SNESUP AU CTPU !**

**Votre vote doit arriver au plus tard le 4 Février avant 12h au MESR**

### CNESER plénier du 22 janvier : DENI GOUVERNEMENTAL DE DEMOCRATIE

Motion présentée par le SNESUP et soutenue par :

FSU – CGT – SGEN-CFDT – CFDT – SUD Education – FO – SNPRES-FO – UNEF – FCPE

ADOPTÉE PAR : 28 POUR – 5 CONTRE – 1 ABSTENTION – 4 NE PARTICIPENT PAS AU VOTE

Décalé une première fois de décembre à janvier, le CNESER devant se prononcer sur la répartition et l'allocation des moyens aux établissements, a été, sans la moindre explication, repoussé du lundi 18 janvier à ce jour. Lors de l'examen du budget 2009, la parution anticipée dans la presse des répartitions budgétaires avant même que les élus en aient été informés avait fait l'objet d'une condamnation ferme du CNESER. En convoquant une conférence de presse à la veille du CNESER, sans avoir communiqué le moindre document aux élus, le gouvernement tourne à nouveau le dos à la communauté universitaire. Le CNESER condamne cette provocation.

Malgré l'opposition large de la communauté universitaire à l'actuelle réforme de la formation et du recrutement des enseignants, opposition qui s'est traduite par un vote extrêmement défavorable du CNESER (35 voix Contre, 3 pour, 1 abst.), le gouvernement a adressé aux établissements seulement deux jours après ce vote une circulaire de « cadrage » des masters. Début janvier, le gouvernement a publié les arrêtés d'organisation des concours, le Président de la République réaffirmant –lors de ses vœux au monde de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche– sa volonté de voir mise en œuvre cette réforme dès le printemps.

Le CNESER dénonce un déni de démocratie du gouvernement qui choisit de prendre de front la communauté universitaire, ses institutions représentatives et les représentants des grands intérêts nationaux. Ce comportement traduit, une nouvelle fois, le mépris et la brutalité avec lesquels le gouvernement traite cette instance représentative élue.

Malgré un affichage important de dotations nouvelles, l'augmentation du budget de l'Enseignement supérieur et de la Recherche est en

trompe l'œil. La dépense moyenne de l'Etat par étudiant nettement surestimée reste très loin de celle consacrée aux élèves des classes préparatoires aux grandes écoles. De plus, les moyens relatifs aux aides sociales étudiantes sont insuffisants, ils ne permettront en l'état ni de financer le 10ème mois de bourse annoncée par le Président de la République, ni de répondre aux objectifs de construction de logements. Le plan Campus catalysé par le « grand emprunt », extrêmement sélectif et opaque, poursuit le remodelage du tissu universitaire qui vise à fusionner quelques établissements situés dans les grandes villes ou en Île de France et à reléguer les universités de proximité - si elles subsistent - à de simples collèges universitaires cantonnés à un cycle Licence appauvri, déconnectés de la recherche. Le CNESER dénonce une recomposition du tissu universitaire marqué par le recul de vie démocratique et collégiale, la concurrence et le développement d'universités à deux vitesses.

A l'opposé de la volonté affichée de rapprochement entre universités et grandes écoles, la politique gouvernementale a pour conséquences de creuser les inégalités entre les établissements, - notamment en entravant les coopérations- et d'acter la reproduction sociale des étudiants.

Le CNESER demande la tenue d'un collectif budgétaire permettant de mettre en place un plan d'urgence, notamment en termes d'emploi public, de crédits utilisables dès à présent dans les établissements et des moyens finançant la vie étudiante (10ème mois de bourses, logement). Ces mesures seront nécessaires afin de répondre aux inquiétudes de la communauté universitaire et donner au service public d'enseignement supérieur et de recherche les moyens de remplir les missions dont le pays a besoin.

**AVIS DEFAVORABLE DU CNESER SUR LE BUDGET 2010 : 28 Contre – 5 Pour – 1 Abstention – 5 Ne Participent Pas au Vote**

**Formation des enseignants : Signer, faites signer la pétition**

« 100 000 voix pour la formation des enseignants » <http://www.100000voixpourlaformation.org/>

Sur le site du SNESUP :

CNESER du 22 janvier 2010, Motion Plan licence : <http://www.snesup.fr/Votre-metier?aid=4686&ptid=10&cid=3693>

Tract Elections CTPU : <http://www.snesup.fr/Votre-metier?aid=4687&ptid=10&cid=3693>